Blocage au centre ?

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/554>

DOI : 10.4000/rea.554

ISBN : 978-2-8218-0864-5

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Blocage au centre ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 84 | décembre 2007, mis en ligne le 24 avril 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/554> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.554>

Blocage au centre ?

Les incertitudes de l'environnement économique mondial qui s'accumulent depuis l'été ne devraient pas compromettre le spectaculaire redressement qu'a opéré l'économie allemande depuis deux ans et qui lui permet de terminer l'année avec une croissance de 2,6 % après avoir frôlé les 3 % en 2006. Avec 2 % de croissance attendus en 2008, les prévisions laissent tout au plus présager un ralentissement qui est essentiellement à mettre au compte des turbulences du marché mondial. La croissance allemande est installée sur les bases intérieures solides que constituent des investissements soutenus et une reprise durable de l'emploi. Seule ombre préoccupante au tableau : la montée sensible de l'inflation, liée comme partout en Europe à la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires et qui, en Allemagne, à la faveur de la dynamique soutenue de l'emploi, pourrait assez vite mettre à mal la modération salariale et faire dérapier les coûts.

D'autant que nombre de facteurs invitent à relâcher prématurément les efforts et à desserrer les disciplines que les gouvernements successifs se sont résolus à demander au pays depuis 2003 à travers l'annonce puis la mise en œuvre conséquente de l'*Agenda 2010*. A la faveur d'une politique courageuse et de choix judicieux, les sacrifices demandés ont rapidement porté leurs fruits et la croissance est bel et bien au rendez-vous. Que ce soit sur le front de l'emploi ou celui de la réduction des déficits, des marges de manœuvre ont été retrouvées qui sembleraient permettre de tempérer la rigueur en faveur des plus vulnérables, notamment des demandeurs d'emploi, des salariés plus âgés ou moins qualifiés. Et ce d'autant plus que les efforts consentis et les fruits de la croissance sont fort injustement répartis, comme en témoignent, à d'autres échelons de l'échelle sociale, la solidité des avantages acquis et plus symboliquement encore les rémunérations abusives de certains dirigeants. Mais c'est surtout à la faveur de l'agenda électoral que la politique partisane reprend ses droits et se révèle, à nouveau, le maillon faible d'une stratégie de modernisation durable.

Depuis le changement de l'automne 2005 et l'avènement de la Grande coalition, la République fédérale semblait pourtant avoir franchi un tournant politique important et inédit, puisqu'à la faveur d'une échéance politique nationale majeure les électeurs avaient de fait refusé une alternance conservatrice, conviant ainsi les deux principaux partis à conjuguer leurs forces pour sortir le pays de l'immobilisme. L'équation a remarquablement fonctionné, puisque les deux grands partis de gouvernement ont su mettre à profit leur compétence respective et une large communauté d'idées pour trouver la voie du renouveau. A cela près que chaque parti se montre naturellement soucieux de marquer de son empreinte cette « réussite en cogérance » pour mieux pouvoir en retirer les dividendes politiques. Dans cette configuration particulière, le renouvellement presque concomitant des programmes fondamentaux de chacun des partis a constitué une étape importante, tant du point de vue de la cohésion interne que de l'affirmation respective d'une identité et d'un projet politiques devant l'opinion.

L'effet n'en est pas moins politiquement paradoxal. Car d'un côté jamais les deux grands partis majoritaires n'ont affiché à ce point une telle proximité d'idées sur les enjeux politiques fondamentaux et concrétisé

la solidité du consensus de la société allemande autour des principes de l'économie de marché, de la solidarité et du choix européen. Cette convergence de fond n'est pas de simple circonstance : son expression ne fait qu'expliquer *a posteriori* les raisons du succès de la Grande coalition et la capacité avec laquelle elle a réussi à opérer le redressement du pays et son retour sur la scène européenne.

Mais d'un autre côté, jamais non plus le souci des deux partis de se différencier l'un de l'autre sur le terrain social n'a été à ce point artificiel et périlleux. La course effrénée des deux partis autour d'un centre qui se situerait quelque part à gauche de la droite tient du jeu du mouchoir, à ceci près qu'elle conduit à une surenchère dangereuse dans le détricotage de l'*Agenda 2010*. De même que l'instauration récente d'un salaire minimum légal dans le service postal, et son extension probable à d'autres activités, inaugure une dérive préoccupante vers l'interventionnisme étatique. Contraire au principe fondamental de la liberté de négociation des salaires et à celui de la concurrence sur le marché des services, elle porte en germe la montée des corporatismes sur le marché intérieur et risque ainsi de se révéler gravement préjudiciable à l'emploi.

Il est à craindre que sous la pression des échéances électorales prochaines cette politique illusoire du juste milieu finisse par prévaloir jusqu'au terme de la législature, ce qui conduirait vraisemblablement la Grande coalition à l'impasse et ouvrirait de nouvelles incertitudes. Or il n'est nullement inscrit dans le marbre que celle-ci soit condamnée à n'être qu'une étape transitoire. Avec une constellation politique à cinq partis, elle peut tout à fait continuer à offrir une option politique crédible capable de répondre efficacement et durablement aux défis de la globalisation. A condition toutefois, pour chacun des deux grands partis, de ne pas céder à l'électoralisme et de poursuivre l'un et l'autre l'objectif central qu'ils partagent : faire prévaloir la performance économique et la création de richesse pour mieux préserver l'équité sociale.

René Lasserre
17 décembre 2007